

Les petites chaînes payantes veulent peser sur la réforme

AUDIOVISUEL. Les chaînes payantes thématiques du câble et du satellite souhaitent que la réforme de l'audiovisuel prenne en compte leurs particularités.

L'ACCeS (Association des chaînes conventionnées éditrices de services), qui regroupe une trentaine de chaînes payantes du câble et satellite (AB1, Bein Sports, Disney Channel, OCS, Canal+ et ses dérivées...), entend peser sur la réforme de l'audiovisuel, qui doit être présentée par le ministre de la Culture Franck Riester cet été. Dans *Les Echos*, Richard Maroko, président de l'association et directeur de Mediawan Thematics, estime que ces chaînes sont en grande difficulté, et affirme "qu'une cinquantaine ont déjà disparu depuis 2015", touchées par le recul des recettes publicitaires et par la concurrence de Netflix, Amazon et bientôt Disney +. L'ACCeS essaye donc de



L'ACCeS réclame un assouplissement des obligations d'investissement de production.

peser en coulisses pour que les règles qui leur sont imposées soient assouplies, et notamment les quotas de diffusion d'œuvres françaises et européennes, qui sont les mêmes que pour TFI ou M6, et qui, selon Richard Maroko, sont "contre-productifs dans le cas d'une chaîne par exemple consacrée au fantastique ou aux mangas. En outre, il est

souvent difficile d'accéder aux œuvres françaises que les grands groupes gardent souvent pour leurs petites chaînes TNT". L'ACCeS demande donc que les obligations d'investissement dans la production (définies par un pourcentage de chiffre d'affaires) prennent en compte des seuils de revenu des chaînes (au moins 10 millions d'euros), que le CSA puisse avoir "plus de marges de manœuvre sur les conventions des chaînes", et l'ouverture de la publicité à certains secteurs privés de réclame télévisée comme le cinéma. L'ensemble des chaînes payantes affichent une perte d'exploitation de 75,6 millions en 2017, selon les chiffres du Conseil supérieur de l'audiovisuel.